

Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne-Lot  
2 Quai de Verdun  
82 000 MONTAUBAN

Montauban, le 08/08/22

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/07/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



**GRUEL FAYER**

ZA de Lauzard  
82370 LABASTIDE ST PIERRE

Références : JR/2022-0860  
Numéro de visite : 82-22-049

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/07/2022 dans l'établissement GRUEL FAYER implanté ZA de Lauzard 82370 LABASTIDE ST PIERRE. L'inspection a été annoncée le 18/07/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les inspections du 19 et 22 juillet font suite au signalement de l'exploitant le mercredi 13 juillet 2022 d'un incident concernant une fuite d'eau rendant inutilisable le système d'extinction automatique incendie de son site.

Des travaux de réparation réalisés le jeudi 21 juillet 2022 ont permis de remettre en service le système d'extinction automatique incendie le jour même.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GRUEL FAYER
- ZA de Lauzard 82370 LABASTIDE ST PIERRE
- Code AIOT dans GUN : 0006809744
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- Non IED - MTD

La société GRUEL FAYER exploite un entrepôt logistique de produits d'agrofourniture sur la commune de Labastide-Saint-Pierre (82). Cet établissement est autorisé à fonctionner par l'arrêté préfectoral du 25 juin 2014 modifié, sous le régime de l'Autorisation pour les rubriques 4110, 4120, 4130, 4140, 4150, 4510 et 4511, avec statut Seveso Seuil Haut.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- sécurité incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 22	/	Mise en demeure, respect de prescription
protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	/	Mise en demeure, respect de prescription
vérifications périodiques des installations électriques	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 15	/	Mise en demeure, respect de prescription
Vérifications périodiques des extincteurs	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 22	/	Mise en demeure, respect de prescription
Conditions de stockage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 9	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Déclaration incident	Code de l'environnement du 22/07/2022, article R512-69	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Etat des stocks de matières dangereuses.	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 9	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant n'a pas défini les mesures nécessaires pour réduire le risque d'apparition d'un incendie durant la période d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie. L'obligation durant cette indisponibilité de la présence permanente de personnel qualifié n'est pas respectée. L'exploitant n'a pas démontré qu'une vérification visuelle des dispositifs de protection contre la foudre a été réalisé dans le mois suivant l'enregistrement d'un impact. Plusieurs observations concernant le bon état de fonctionnement des installations électriques sont à lever. Le rapport de vérification des extincteurs révèle que 10 appareils présentent des défauts. Par sondage un extincteur de 50 kg protégeant une des cellules de stockage de produits inflammables a plus de

10 ans et n'a pas effectué de révision décennale. Du stockage de masse dans cette même cellule ne respecte pas une largeur d'allée suffisante.

## 2-4) Fiches de constats

### Nom du point de contrôle : Déclaration incident

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 22/07/2022, article R512-69
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Déclaration incident
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.  Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Par courrier électronique du 13 juillet 2022, l'exploitant a informé l'inspection de l'absence d'extinction automatique incendie sur le site de Labastide St Pierre (82), pour une durée restant à déterminer. Il a indiqué que l'équipement FIREDOS utilisé pour effectuer le dosage émulseur/eau est fuyard depuis la matinée, et qu'il a été dans l'obligation de le mettre Hors Service. Compte tenu des enjeux associés à cet incident, et de la récurrence de l'indisponibilité du sprinklage sur le site, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant d'établir et de transmettre un rapport d'incident au préfet et à l'inspection des installations classées. Ce rapport précise, notamment, les circonstances et les causes de l'incident et les mesures prises ou envisagées pour éviter un incident similaire.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 22
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] L'exploitant définit les mesures nécessaires pour réduire le risque d'apparition d'un incendie durant la période d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie. Dans les périodes et les zones concernées par l'indisponibilité du système d'extinction automatique d'incendie, du personnel formé aux tâches de sécurité incendie est présent en permanence. Les autres moyens d'extinction sont renforcés, tenus prêts à l'emploi. L'exploitant définit les autres mesures qu'il juge nécessaires pour lutter contre l'incendie et évacuer les personnes présentes, afin de s'adapter aux risques et aux enjeux de l'installation.
<b>Constats :</b> Mercredi 13 juillet en début de journée, l'exploitant a constaté une fuite d'eau sortant de son local technique. Cette fuite était localisée sur le système proportionneur d'émulseur (FIREDOS). Pour stopper l'écoulement, l'exploitant a coupé l'arrivée d'eau en amont du système, désactivant de fait l'extinction automatique. L'exploitant a contacté une société de gardiennage pour lui fournir un rondier H24 durant le week-end prolongé. La société de gardiennage a répondu ne pouvoir mettre à disposition de personnel qualifié pour ces dates. L'inspection a consulté une copie de ces échanges. Pendant la fermeture du site les jeudi 14, vendredi 15, samedi 16 et dimanche 17 juillet, deux rondes quotidiennes (une le matin, une le soir) ont été effectuées à tour de rôle par deux membres du personnel. Ces personnes sont formées comme équipiers de première et de seconde intervention. L'inspection relève donc que du personnel formé aux tâches de sécurité incendie n'est pas présent <u>en permanence</u> sur le site durant la période d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie, ce qui n'est pas conforme à l'article 22 de l'arrêté ministériel du 11/04/2017. L'exploitant n'a pas défini les mesures nécessaires pour réduire le risque d'apparition d'un incendie durant cette période. Les autres moyens d'extinction n'ont pas été renforcés, excepté la mise à disposition de 400 litres d'émulseur à l'entrée du site, à l'extérieur des bâtiments, mais seulement à partir du lundi 18 juillet dans l'après midi. Ce volume représente à peine plus de 15 minutes d'utilisation pour les pompiers, ce qui est insuffisant pour lutter contre un éventuel incendie du site. L'exploitant n'a pas défini d'autres mesures pour lutter contre l'incendie et évacuer les personnes présentes, afin de s'adapter aux risques et aux enjeux de l'installation.  Le 21 juillet, l'exploitant a transmis à l'inspection le bon d'intervention émis par la société AXIMA suite aux travaux de réparation effectués le jour même sur le proportionneur, il a confirmé la remise en service de l'installation de sprinklage.  Lors de la visite du 22 juillet, l'inspection a pu constater la remise en service du système d'extinction automatique incendie et notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>- que les tableaux de surveillance du système d'extinction et de détection n'indiquaient aucun défaut,</li><li>- qu'aucune fuite n'était présente dans le local sprinklage et que l'ensemble des vannes d'alimentation des systèmes d'extinction des cellules étaient ouvertes, et que les circuits étaient sous pression,</li><li>- que le compteur de fonctionnement du moteur du groupe motopompe indiquait un fonctionnement d'environ 1h depuis le contrôle hebdomadaire du 13/07. L'exploitant indique que cela correspond aux essais effectués la veille par Axima.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

**Nom du point de contrôle :** Etat des stocks de matières dangereuses.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, matières dangereuses
<b>Prescription contrôlée :</b> Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des matières dangereuses présentes dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.  L'exploitant tient à jour un inventaire indiquant la nature, la quantité et la localisation (bâtiments, réservoirs, appareils, équipements, etc.) des matières dangereuses présentes, auquel est annexé un plan général des ateliers, des aires et des stockages.  A minima, cet inventaire est mis à jour quotidiennement en fin de journée pour les liquides relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b> L'exploitant déclare que le suivi des stocks se fait en permanence. Une extraction est réalisée quotidiennement à 19h, et transmise sous forme d'un fichier excel par courriel à deux membres du personnel. L'inspection a pu consulter le 19 juillet le tableur, qui contient la nature, la quantité et la localisation des matières dangereuses présentes, un plan global de l'entrepôt avec l'ensemble des zones et emplacements de stockage et le plan spécifique des zones CG1 et CG2 qui sont paramétrées pour le stockage des produits inflammables.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : protection contre la foudre**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Foudre
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.  Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.  L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.  « Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.  « Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus.  « La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences. »  Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois « après un impact de foudre », par un organisme compétent.  Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois « après la vérification ».
<b>Constats :</b> La dernière vérification de l'installation de protection contre la foudre a été réalisée le 18/01/2022 par la société BCM Foudre. L'exploitant a présenté le rapport correspondant, qui conclut que "l'installation paratonnerre existante est en bon état de conservation et de fonctionnement". Le rapport signale deux observations mineures concernant l'installation extérieure de protection foudre : - Compteur d'impact foudre n° 4 et n° 20 : 1 impact. - Un câble électrique croise le conducteur de descente n° 17. L'exploitant n'a pas transmis de document attestant qu'une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois « après un impact de foudre », par un organisme compétent. Le 22 juillet, l'inspection a constaté qu'un impact foudre était mentionné sur le compteur à proximité du groupe motopompe.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

**Nom du point de contrôle :** vérifications périodiques des installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b> Conformément aux dispositions du code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées.  [...]
<b>Constats :</b> La dernière vérification périodique des installations électriques a été réalisée le 16 juin 2022 par la société SOCOTEC. L'exploitant a présenté le rapport correspondant, daté du 28 juin 2022. La rapport signale que n'ont pas été mis à disposition du vérificateur: - le plan des locaux, avec indication des locaux à risques particuliers d'influences externes hors risque d'explosion, - la classification des zones figurant dans le document relatif à la protection contre les risques d'explosion, - Plan de masse à l'échelle des installations avec implantation des prises de terre et des canalisations électriques enterrées, - le cahier des prescriptions techniques ayant permis à la réalisation des installations, - la déclaration CE de conformité et notice d'instruction des matériels dans les zones à risque d'explosion, et que l'ensemble des éclairages parties quai et cellules n'a pu être vérifié pour des raisons de hauteur trop importante. Par ailleurs, le rapport rédige les observations suivantes: - non fonctionnement des arrêts d'urgence généraux, - présence de circuits non mis hors tension par la manœuvre de l'appareil de sectionnement général (déjà signalée) - raccordement multiples de conducteurs de protection (bureaux et coffret pompe bassin).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription



**Nom du point de contrôle : Vérifications périodiques des extincteurs**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 22
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> [...]  L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre.  [...]
<b>Constats :</b> La dernière vérification des extincteurs a été réalisée le 7 juin 2022, par la société CHUBB FRANCE. La rapport conclut que 49 appareils sont en bon état ou fonctionnels, et que 10 appareils présentent des défauts. La société CHUBB FRANCE propose le remplacement de ces 10 appareils, dont la révision décennale n'a pas été effectuée. L'exploitant a transmis à l'inspection un devis concernant le remplacement de ces 10 extincteurs, daté du 9 juin 2022. Par sondage, l'inspection constate qu'est apposé un autocollant "appareil + de 10 ans" sur un extincteur de 50 kg (n°24) situé dans la cellule n°2 (stockant des produits inflammables). Le rapport précise que la révision décennale est non effectuée pour cet extincteur.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

**Nom du point de contrôle : Conditions de stockage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, stockage
<b>Prescription contrôlée :</b> Une distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe, est maintenue entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.  Les matières stockées en vrac sont par ailleurs séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.  Les matières stockées en masse forment des îlots limités de la façon suivante : 1° Surface maximale des îlots au sol : 500 m <sup>2</sup> ; 2° Hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ; 3° Largeurs des allées entre îlots : 2 mètres minimum. En l'absence de système d'extinction automatique, les matières stockées en rayonnage ou en palettier respectent les dispositions suivantes : 1° Hauteur maximale de stockage : 10 mètres maximum ; 2° Largeurs des allées entre ensembles de rayonnages ou de palettiers : 2 mètres minimum.
<b>Constats :</b> L'inspection constate le 19 juillet dans la cellule n°2 (produits inflammables) un îlot de stockage de masse entre les rayonnages, laissant un passage de moins de 60 cm d'un côté et de moins de 20 cm de l'autre par rapport aux rayonnages. La même situation est constatée le 22 juillet.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription